

AVIS DES SOCIÉTÉS

ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

Société Magasin Général

Siège Social : 28 Rue Kamel Ataturk – 1001 Tunis

La Société Magasin Général publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 04 juin 2020. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes : Mr Fehmi Laourine (AMC Ernst & Young) et Mr Noureddine Ben Arbia (Horwath ACF).

BILAN
(Exprimé en DT)

Actifs	Notes	31-déc	
		2019	2018
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		78 928 511	60 321 088
- amortissements immobilisations incorporelles		(22 284 986)	(18 302 488)
Immobilisations incorporelles nettes	4	56 643 525	42 018 600
Immobilisations corporelles		276 417 256	253 669 557
- amortissements immobilisations corporelles		(154 125 620)	(133 293 654)
Immobilisations corporelles nettes	4	122 291 635	120 375 903
Immobilisations financières		172 162 982	161 415 951
-Provision pour dépréciation des immobilisations financières		(534 584)	(534 584)
Immobilisations financières nettes	5	171 628 398	160 881 368
Total des actifs immobilisés		350 563 558	323 275 870
Autres actifs non courants	6	206 091	432 066
Total des actifs non courants		350 769 649	323 707 936
Actifs courants			
Stocks		101 544 483	96 162 334
-Provisions pour dépréciation des stocks		(3 542 839)	(4 835 228)
Stocks nets	7	98 001 644	91 327 106
Clients et comptes rattachés		29 215 774	22 551 566
-Provisions pour créances douteuses		(9 330 527)	(8 865 110)
Clients et comptes rattachés nets	8	19 885 246	13 686 457
Autres actifs courants		68 891 162	37 690 956
Provisions pour dépréciation des actifs courants		(4 805 806)	(4 642 655)
Autres actifs courants nets	9	64 085 356	33 048 301
Placements et autres actifs financiers	10	149 084 995	162 150 799
Liquidités et équivalents de liquidités	11	7 997 581	7 201 338
Total des actifs courants		339 054 822	307 414 001
Total des actifs		689 824 471	631 121 937

BILAN
(Exprimé en DT)

Capitaux Propres et Passifs	Notes	31-déc	
		2019	2018
Capital social		11 481 250	11 481 250
Réserves		54 270 864	53 270 874
Autres capitaux propres		3 466 468	3 202 935
Actions propres		(439 936)	(439 936)
Autres compléments d'apport		645 024	630 772
Résultats reportés		23 830 536	8 224 370
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		93 254 206	76 370 265
Résultat de l'exercice		10 700 688	21 198 656
Total des capitaux propres après résultat de l'exercice	12	103 954 894	97 568 921
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	13	147 313 624	121 620 046
Provisions pour risques et charges	14	8 661 383	7 798 327
Dépôts et cautionnements reçus		375 019	320 597
Total des passifs non courants		156 350 026	129 738 970
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	15	236 676 123	226 961 978
Autres passifs courants	16	36 485 966	34 849 391
Concours bancaires et autres passifs financiers	11	156 357 462	142 002 677
Total des passifs courants		429 519 551	403 814 046
Total des passifs		585 869 577	533 553 016
Total des capitaux propres et des passifs		689 824 471	631 121 937

Etat de résultat			
(Exprimé en DT)			
	Notes	Période 12 mois	
		Allant du 01.01 au 31.12	
		2019	2018
Produits d'exploitation			
Revenus		983 739 219	917 544 925
Autres produits d'exploitation		40 439 268	37 250 330
Total des produits d'exploitation	17	1 024 178 487	954 795 255
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises vendues	18	815 248 506	754 691 485
Charges de personnel	19	81 946 689	73 179 893
Dotations aux amortissements et aux provisions	20	27 731 256	27 016 228
Autres charges d'exploitation	21	76 430 384	70 879 950
Total des charges d'exploitation		1 001 356 835	925 767 557
Résultat d'exploitation		22 821 653	29 027 698
Charges financières nettes	22	(30 428 950)	(21 416 885)
Produits des placements	23	21 173 362	19 073 556
Autres gains ordinaires	24	1 114 624	999 277
Autres pertes ordinaires	25	(124 797)	(571 452)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		14 555 892	27 112 195
Impôt sur les bénéfices	26	3 855 203	5 913 539
Résultat des activités ordinaires après impôt		10 700 688	21 198 656
Eléments extraordinaires		-	-
Résultat net de l'exercice		10 700 688	21 198 656
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-
Résultat de l'exercice après modification comptable		10 700 688	21 198 656

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(Exprimé en DT)

	Notes	Période 12 mois	
		Allant du 01.01 au 31.12	
		2019	2018
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		10 700 688	21 198 656
Ajustements pour :			
* Amortissements et provisions		27 659 906	27 115 310
* Reprises sur amortissements des immobilisations		(2 342 160)	(1 107 514)
* Plus ou moins-values de cession des immobilisations	24	(89 451)	(176 031)
* Variation des :			
- stocks	7	(5 382 149)	(21 728 539)
- créances	8	(6 664 207)	(3 205 201)
- autres actifs	9	(31 200 206)	18 726 940
- fournisseurs et autres passifs courants		11 350 721	38 707 656
Charges d'intérêt	22	34 938 497	25 644 608
Produits des placements	23	(21 173 362)	(19 073 556)
Pertes et mise en rebut d'immobilisations corporelles et incorporelles	25	2 243 533	487 479
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		20 041 810	86 589 808
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(43 937 256)	(39 670 883)
Charges à répartir		(78 071)	(117 109)
Autres cautionnements versés		(661 507)	(1 537 059)
Prêts aux personnels		139 816	146 480
Décassements pour titres de participations		(10 225 339)	(39 478 699)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles		428 053	926 292
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(54 334 305)	(79 730 978)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Actions propres		14 252	-
Opérations sur fonds social		263 534	124 951
Décassements sur remboursements d'emprunts		(29 053 502)	(32 090 647)
Décassements des intérêts sur emprunts		(34 938 497)	(25 644 608)
Variation des cautionnements reçus		54 422	313 195
Variation des placements et autres actifs financiers courants		13 065 804	(22 589 964)
Produits des placements		21 173 362	19 073 556
Distribution de dividendes		(4 592 500)	(8 036 875)
Concours Bancaires courant		(9 967 263)	1 782 347
Encaissements provenant des emprunts		54 747 080	30 000 000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		10 766 691	(37 068 046)
Variation de trésorerie		(23 525 805)	(30 209 216)
Trésorerie au début de l'exercice		(72 399 601)	(42 190 385)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	11	(95 925 406)	(72 399 601)

Note 1 : Présentation de la société

La Société Magasin Général (SMG) est une société anonyme de droit tunisien constituée le 04 octobre 1988 suite à la scission de la société STIL en trois sociétés (SODAT, STIL, SMG). La Société Magasin Général a été privatisée en 2007, suite à la CAREPP en date du 12/07/2007, autorisant les entreprises publiques (OCT, la BNA et la STEG) à céder en bloc leurs participations dans le capital de la Société Magasin Général à la Société Med Invest Company.

La société a pour objet le commerce de détail à rayons multiples de toutes marchandises.

Vers la fin de 2019, le réseau de la société s'étend sur 101 points de vente.

Le capital de la SMG au 31/12/2019 s'élève à 11 481 250 DT.

Le 26 Février 2013 l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de ramener la valeur nominale de l'action à 1 DT chacune, ayant pour date d'effet le 25 Mars 2013, pour aboutir à 11 481 250 actions en circulation.

Note 2 : Déclaration de conformité

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, sont établis conformément aux normes comptables Tunisiennes telles que définies par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au Système Comptable des Entreprises et le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité. Les règles, les méthodes et les principes adoptés pour l'enregistrement des opérations au courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

Note 3 : Principes comptables appliqués

Les états financiers ont été établis par référence aux hypothèses sous-jacentes et aux conventions comptables de base suivantes :

- Hypothèse de continuité de l'exploitation ;
- Hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- Convention de l'entité ;
- Convention de l'unité monétaire ;
- Convention de la périodicité ;
- Convention du cout historique ;
- Convention de la réalisation du revenu ;
- Convention de rattachement des charges aux produits ;
- Convention de l'objectivité ;
- Convention de permanence des méthodes ;
- Convention de l'information complète ;
- Convention de prudence ;
- Convention de l'importance relative ;
- Convention de prééminence du fond sur la forme.

Les états financiers de l'exercice 2019 couvrent la période allant du 1^{er} Janvier 2019 jusqu'au 31 décembre de la même année.

Les autres méthodes d'évaluation et de présentation les plus significatives se résument comme suit :

3.1 Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinar tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaies étrangères sont convertis au cours de la clôture. Les gains et les pertes de change sont imputés aux résultats conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de l'exercice en appliquant le cours de change à la date de la transaction.

3.2 Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée. Elles comprennent le prix d'achat et les charges y afférentes (les droits et taxes supportés et non récupérables, les frais de transit, de livraison, de manutention initiale d'installation ainsi que les frais directs tels que les commissions et courtages).

La valeur récupérable de l'immobilisation est appréciée à la fin de chaque exercice. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur nette comptable, elle donne lieu à :

- une réduction de valeur si la dépréciation est jugée irréversible
- une provision dans les autres cas.

Les immobilisations sont amorties à compter de leur date de mise en service en appliquant les taux suivants :

- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau	20%
- Outillages	10%
- Matériels informatique	15%
- Logiciels	33%
- Fonds de commerce	5%
- Bâtiments	5%

3.3 Test de dépréciation des points de vente

Pour la bonne valorisation des unités, un test cyclique d'évaluation des points de vente est mis en place permettant de refléter l'image fidèle de ces unités génératrices de trésorerie.

Ce test tient compte de la rentabilité de chaque point de vente durant les 3 derniers exercices ainsi que de la croissance de son chiffre d'affaires.

L'effet de cette évaluation est constaté en provision pour dépréciation des actifs.

3.4 Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les investissements sont comptabilisés en hors TVA récupérable calculée conformément à l'article 9 du Code de la TVA. Les TVA collectées et récupérables sont enregistrées dans les comptes appropriés de l'Etat et des collectivités publiques. Enfin de période, le solde de ces comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

3.5 Stocks :

A) Méthode de valorisation du stock :

La Société a procédé au 31/12/2019 à la valorisation de son stock en appliquant la méthode du dernier prix d'achat.

B) Estimation des provisions sur stocks :

Le calcul de la provision totale sur stock au 31/12/2019 a tenu compte de l'antériorité des articles. La valeur de la provision est estimée à 3 542 839 DT au 31/12/2019 contre une provision de 4 835 228 DT au 31/12/2018.

3.6 Créances Douteuses

Sont enregistrées sous l'intitulé "Clients Douteux ou Litigieux" les créances dont le recouvrement s'avère incertain.

Une provision pour dépréciation de ces créances douteuses est constatée en fin d'exercice.

Les créances douteuses sont provisionnées en appliquant une politique qui consiste à provisionner la créance en totalité en cas de retour impayé de deux échéances consécutives.

3.7 Provision pour Congés payés

Le solde des droits aux congés payés est estimé à la clôture de l'exercice par référence aux salaires bruts. Il est comptabilisé dans la rubrique "Personnel et comptes rattachés" sous l'intitulé "*dettes provisionnées pour congés à payer*".

3.8 L'état de résultat

L'état de résultat est présenté selon le modèle autorisé.

Notes sur les comptes du bilan

Note N° 4 : Immobilisations incorporelles et Corporelles

Le tableau de variation des immobilisations corporelles et incorporelles entre la période allant du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Tableau des immobilisations et des amortissements au 31/12/2019

Rubrique	Valeurs brutes						Amortissements							Valeur comptable nette	
	Solde au 31/12/2018	Acquisition	Régularisation	Transfert	Rebut	Cession	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Dotation	Provision complémentaire	Rebut	Cession	Solde au 31/12/2019	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Logiciels de gestion	23 731 532	5 209 283	0	0	0	0	28 940 815	13 161 345	2 397 061	0	0	0	15 558 407	13 382 409	10 570 187
Fonds de commerce	33 735 457	13 054 213	(110 000)	0	(593 848)	0	46 085 821	5 141 143	2 090 876	116 559	(621 999)	0	6 726 579	39 359 243	28 594 314
Fonds de commerce en cours	2 854 099	949 747	0	0	0	0	3 803 846	0	0	0	0	0	0	3 803 846	2 854 099
LOGICIEL EN COURS	0	98 028	0	0	0	0	98 028	0	0	0	0	0	0	98 028	0
Total des immobilisations incorporelles	60 321 088	19 311 271	(110 000)	0	(593 848)	0	78 928 511	18 302 488	4 487 937	116 559	-621 999	0	22 284 986	56 643 525	42 018 600
Terrains Nus	5 142 409	331 318		0	0	0	5 473 727	139 526		0	0	0	139 526	5 334 201	5 002 883
Bâtiments	35 335 718	-25 992		0	0	0	35 309 726	17 370 217	1 434 688	0	0	0	18 804 905	16 504 820	17 965 501
Instal.gles.agenc.aménag.d.const	29 316 698	1 496 183		84 789	(431 059)	0	30 466 611	17 791 120	2 668 669	0	(313 095)	0	20 146 693	10 319 917	11 525 579
Matériels industriel	57 395 487	5 779 612		0	(430 340)	(10 530)	62 734 229	31 591 696	5 934 680	0	(357 172)	(10 530)	37 158 674	25 575 555	25 803 791
Matériels et. Outillage	2 173 317	234 372		0	(25 305)	0	2 382 384	2 108 145	158 489	0	(25 305)	0	2 241 328	141 056	65 172
Matériels de transport de Biens	127 860	0		0	0	0	127 860	121 673	6 158	0	0	0	127 832	28	6 186
Matériels de transport de Pers.	4 550 467	1 010 237		0	0	(279 751)	5 280 954	2 269 525	687 021	0	0	(238 993)	2 717 553	2 563 401	2 280 943
Instal.gles.agenc.aménag.div.ident	44 077 263	5 180 319		0	(400 194)	0	48 857 388	28 034 139	4 184 560	0	(371 569)	0	31 847 130	17 010 258	16 043 124
Instal.gles.agenc.aménag.non ident	63 467 880	7 999 221		(35 446)	(281 509)	0	71 150 146	24 959 531	6 103 338	17 778	(281 509)	0	30 799 138	40 351 008	38 508 349
Equipement de Bureau (mobilier)	2 059 669	99 308		0	(19 379)	0	2 139 598	1 657 677	164 930	0	(19 379)	0	1 803 227	336 371	401 992
Equipement.Bur. (Matériel)	62 087	0		0	(307)	0	61 781	58 255	1 309	0	(307)	0	59 257	2 524	3 832
Equipement informatique	9 911 359	2 631 408		0	(61 591)	(48 321)	12 432 854	7 192 151	1 190 507	0	(53 980)	(48 321)	8 280 356	4 152 498	2 719 208
Bâtiments en cours	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Matériels en cours	0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Installations générales en cours	49 343	0		(49 343)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 343
Total des immobilisations corporelles	253 669 557	24 735 985	0	0	(1 649 685)	(338 602)	276 417 256	133 293 654	22 534 348	17 778	(1 422 317)	(297 844)	154 125 620	122 291 635	120 375 903
Total des immobilisations	313 990 645	44 047 256	(110 000)	0	(2 243 533)	-338 602	355 345 766	151 596 142	27 022 286	134 337	(2 044 316)	(297 844)	176 410 604	178 935 161	162 394 503

Note 5 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent à 171 628 398 DT au 31/12/2019 contre un solde de 160 881 368 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Titres de participation (a)	163 307 149	153 081 810	10 225 339
Prêts aux personnels	2 228 297	2 368 113	(139 816)
Dépôts et cautionnements	6 627 535	5 966 029	661 507
Total immobilisations financières brutes	172 162 982	161 415 951	10 747 030
Provision dépréciation titres de participation	(250 000)	(250 000)	-
Provision dépréciation Prêt personnel et des cautions	(284 584)	(284 584)	-
Total immobilisations financières nettes	171 628 398	160 881 368	10 747 030

(a) : Le détail des titres de participation à la clôture de l'exercice 2019, se présente comme suit :

Participations	Solde au 31/12/2019	Provision	VCN 31/12/2019
Sté L'IMG	68 015 000	-	68 015 000
Sté CMG	4 800 163	-	4 800 163
BHM	82 981 146	-	82 981 146
Sté Inf Services	20 000	-	20 000
GSI TUNISIA	2 000	-	2 000
Sté Socelta	50 000	50 000	-
T D A	200 000	200 000	-
MG SICAR	2 899 230	-	2 899 230
MG INVEST	2 249 480	-	2 249 480
CIVA	29 999	-	29 999
NEXUS	825 335	-	825 335
MG INTERNATINAL	999 990	-	999 990
BNA	200 004	-	200 004
SODAD	1	-	1
Sahra Palace	1	-	1
FORMA PRO	34 800	-	34 800
Total	163 307 149	250 000	163 057 149

Note 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants nets s'élèvent à 206 091 DT au 31/12/2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Valeur brute 31/12/2019	Résorption antérieures	Résorption 2019	VCN 31/12/2019	VCN 31/12/2018
Charges à répartir	4 247 820	3 737 683	304 046	206 091	432 066
Total	4 247 820	3 737 683	304 046	206 091	432 066

Note 7 : Stock de marchandises

La valeur nette du stock de marchandises s'élève à 98 001 644 DT au 31/12/2019 contre un solde de 91 327 106 DT au 31/12/2018 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Stocks de marchandises chez SMG	101 453 937	95 343 927	6 110 010
Stocks de marchandises chez des tiers	90 546	818 407	(727 861)
Total Stocks de marchandises brutes	101 544 483	96 162 334	5 382 149
Provision des stocks	(3 542 839)	(4 835 228)	1 292 388
Total Stocks de marchandises nettes	98 001 644	91 327 106	6 674 538

Note 8 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés présentent un solde net de 19 885 246 DT au 31/12/2019 contre un solde de 13 686 457 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Clients effets à recevoir	3 523 683	2 038 372	1 485 311
Clients sociétés et associations	16 329 625	11 611 296	4 718 329
Clients douteux ou litigieux	9 330 527	8 865 110	465 417
Clients factures à établir	31 939	36 788	(4 849)
Total clients bruts	29 215 774	22 551 566	6 664 208
Provision des clients	(9 330 527)	(8 865 110)	(465 417)
Total clients nets	19 885 246	13 686 457	6 198 790

Note 9 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants présentent un solde net de 64 085 356 DT au 31/12/2019 contre un solde de 33 048 301 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Fournisseurs débiteurs	4 614 103	4 410 210	203 893
Prêts et avances aux personnels	902 663	377 152	525 512
TVA, autres impôts et taxes	13 415	-	13 415
Report d'impôt sur les sociétés	8 587 572	5 738 084	2 849 489
Sociétés du groupe	32 060 059	8 586 682	23 473 377
Débiteurs divers	14 062 066	11 050 842	3 011 224
Produits à recevoir	2 201 474	2 536 931	(335 457)
Comptes d'attentes à régulariser	70 545	22 000	48 545
Charges constatées d'avance	6 379 262	4 969 055	1 410 207
Total autres actifs courants bruts	68 891 162	37 690 956	31 200 206
Provision des autres actifs courants	(4 805 806)	(4 642 655)	(163 151)
Total autres actifs courants nets	64 085 356	33 048 301	31 037 055

Note 10 : Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 149 084 995 DT au 31/12/2019 contre un solde de 162 150 799 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Prêts courants liés au cycle d'exploitation	1 678 198	1 158 320	519 878
Echéances à moins d'un an sur prêts non courants	26 522	26 522	-
Billets de Trésorerie	147 350 000	160 950 000	(13 600 000)
Actions cotées	22 664	8 345	14 319
Intérêts courus	7 611	7 611	-
Total des placements et autres actifs financiers	149 084 995	162 150 799	(13 065 804)

Note 11 : Trésorerie

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 7 977 581 DT au 31/12/2019 contre un solde de 7 201 338 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Valeurs à l'encaissement	4 862 451	5 018 963	(156 512)
Banques créditrices	2 560 811	1 647 227	913 584
CCP	4 212	4 332	(120)
Caisses	570 107	530 816	39 291
Total liquidités et équivalents de liquidités	7 997 581	7 201 338	796 243

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent à 156 357 462 DT au 31/12/2019 contre un solde 142 002 677 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Banques débitrices	103 922 987	79 600 939	24 322 048
Emprunts bancaires échéances à moins d'un an	29 053 502	32 090 647	(3 037 145)
Billets de trésorerie reçus	6 700 000	1 400 000	5 300 000
Intérêt courus	1 680 973	911 091	769 881
Emprunts courants liés au cycle d'exploitation	15 000 000	28 000 000	(13 000 000)
Total concours bancaires et autres passifs financiers	156 357 462	142 002 677	14 354 785

La trésorerie au 31 décembre 2019 s'élève à (95 925 406) DT contre (72 399 601) DT au 31/12/2018 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	8Solde au 31/12/2017	Variation
Valeurs à l'encaissement	4 862 451	5 018 963	(156 512)
Banques créditrices	2 560 811	1 647 227	913 584
CCP	4 212	4 332	(120)
Caisses	570 107	530 816	39 291
Banques débitrices	(103 922 987)	(79 600 939)	(24 322 048)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(95 925 406)	(72 399 601)	(23 525 805)

Note 12 : Capitaux propres

Les capitaux propres ont passé de 97 568 921 DT au 31/12/2018 à 103 954 894 DT au 31/12/2019. Cette variation est détaillée au niveau du tableau suivant :

Libellé	Capital social	Réserves légales	Prime d'émission	Réserves pour réinvestissement exonéré	Réserves pour fonds social	Intérêts courus sur fonds social	Actions propres	Autres compléments d'apports	Résultats reportés	Amortissements dérogatoires	Résultat de l'exercice	Total
Capitaux propres au 31/12/2017	11 481 250	1 148 125	35 718 750	7 403 999	1 619 989	1 457 995	(439 936)	630 772	3 134 553	-	22 126 692	84 282 189
- Dons sur fond social										-		-
- Intérêts sur fond social					-	124 951						124 951
- Actions propres							-	-				-
- Résultat de la période				9 000 000					13 126 692		(22 126 692)	-
-Distribution de dividendes									(8 036 875)			(8 036 875)
Résultat de l'exercice 2018											21 198 656	21 198 656
Capitaux propres au 31/12/2018	11 481 250	1 148 125	35 718 750	16 403 999	1 619 989	1 582 946	(439 936)	630 772	8 224 370	-	21 198 656	97 568 921
- Dons sur fond social												-
- Intérêts sur fond social					-	263 534						263 534
- Actions propres							-	14 252				14 252
- Résultat de la période				999 990					20 198 666		(21 198 656)	-
-Distribution de dividendes									(4 592 500)			(4 592 500)
Résultat de l'exercice 2019											10 700 688	10 700 688
Capitaux propres au 31/12/2019	11 481 250	1 148 125	35 718 750	17 403 989	1 619 989	1 846 480	(439 936)	645 024	23 830 536	-	10 700 688	103 954 894

A- Fonds social :

Les opérations remboursables financées par la réserve pour fonds social sont inscrites à l'actif de l'entreprise et le montant utilisé de cette réserve est porté au niveau des notes aux états financiers. Les rémunérations rattachées à ces opérations viennent en augmentation de la réserve pour fonds social.

Les opérations non remboursables financées par la réserve pour fonds social viennent en déduction de cette réserve.

Libellé	2019	2018	2017
1. Solde au 1er janvier			
-Trésorerie			-
-Prêts au personnel	3 202 935	3 077 984	2 958 244
Total	3 202 935	3 077 984	2 958 244
2. Ressources de l'exercice			
-Intérêts de prêts au personnel	263 534	124 951	122 294
3. Emplois de l'exercice			
-Aides au personnel non remboursables	-	-	(2 554)
4. Solde au 31 Décembre			
-Trésorerie			-
-Prêts au personnel	3 466 468	3 202 935	3 077 984
Total	3 466 468	3 202 935	3 077 984
Réserves pour fonds social	1 619 989	1 619 989	1 619 989
Intérêts sur fonds social	1 846 480	1 582 946	1 457 995
Total	3 466 468	3 202 935	3 077 984

B- Actions propres

Le nombre des actions propres détenues par la SMG au 31/12/2019 est de 13 227 actions valorisées à 439 936 DT.

C- Résultat par action

Le résultat de base par action, tel que prévu par la norme comptable générale, et calculé conformément à la norme comptable internationale « IAS 33 Résultat par action », représente le rapport entre le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère de l'exercice 2019 et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires donnant droit aux dividendes en circulation au cours de la même période, s'élève à 0,933 DT calculé comme suit :

$$\text{Résultat par action} = \frac{10\,700\,688}{11\,468\,023} = 0,933$$

Note 13 : Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts s'élèvent à 147 313 624 DT au 31/12/2019 contre un solde de 121 620 046 DT au 31/12/2018 et se présentent comme suit :

Emprunts	Solde 2018	Emprunts obtenus 2019	Reclassement échéance à moins d'un an	Solde des emprunts au 31/12/19
Emprunts bancaires	121 620 046	54 747 080	29 053 502	147 313 624
Total des emprunts	121 620 046	54 747 080	29 053 502	147 313 624

Note 14 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 8 661 383 DT au 31/12/2019 contre un solde de 7 798 327 DT au 31/12/2018. Les mouvements des provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2018	Reprise 2019	Dotation 2019	Solde au 31/12/2019
Provisions pour risques et charges	7 798 327	97 125	960 181	8 661 383
Total des provisions pour risques et charges	7 798 327	97 125	960 181	8 661 383

Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 236 676 123 DT au 31/12/2019 contre un solde de 226 961 978 DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations	73 114 632	82 496 147	(9 381 515)
Fournisseurs effets à payer	144 658 159	118 874 803	25 783 356
Factures non parvenues	18 903 332	25 591 028	(6 687 695)
Total des fournisseurs	236 676 123	226 961 978	9 714 145

Note 16 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 36 485 966 DT au 31/12/2019 contre un solde de 34 849 391DT au 31/12/2018 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018	Variation
Clients avances sur achats	637 364	480 038	157 325
Rémunérations dues	394 460	602 527	(208 067)
Personnels cession sur salaire	52 769	12 610	40 159
Dettes provisionnées liés au personnel	8 700 050	8 225 845	474 205
TVA et Autres impôts et taxes	5 591 115	6 128 662	(537 547)
CNSS	4 680 498	4 594 698	85 800
Autres créditeurs divers	3 184 441	2 336 459	847 982
Charges à payer	10 845 816	10 911 004	(65 188)
Produits constatés d'avance	2 399 454	1 557 548	841 906
Total des autres passifs courants	36 485 966	34 849 391	1 636 575

Notes sur les comptes de l'état de résultat

Note 17 : Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice 2019 s'élèvent à 1 024 178 487 DT contre 954 795 255 DT en 2018, soit une augmentation de 69 383 233 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
Vente de marchandises	983 739 219	917 544 925	66 194 294
Autres produits d'exploitation	40 439 268	37 250 330	3 188 938
Total des produits d'exploitation	1 024 178 487	954 795 255	69 383 233

Note 18 : Achats de marchandises vendues

Les achats de marchandises vendues de l'exercice 2019 s'élèvent à 815 248 506 DT contre 754 691 485 DT en 2018, soit une augmentation de 60 557 021 DT.

Note 19 : Charges du personnel

Les charges du personnel de l'exercice 2019 s'élèvent à 81 946 689 DT contre 73 179 893 DT en 2018, soit une augmentation de 8 766 796 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
Salaires et compléments de salaires	77 429 846	70 115 400	7 314 446
Autres charges sociales	4 516 843	3 064 493	1 452 350
Total des charges du personnel	81 946 689	73 179 893	8 766 796

Note 20 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions de l'exercice 2019 s'élèvent à 27 731 256 DT contre 27 016 228 DT en 2018, soit une augmentation de 715 027 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
Dotation aux amortissements	27 128 473	25 093 662	2 034 811
Dotation/Reprise aux provisions pour risques et charges	960 181	811 565	148 616
Dotation aux provisions des comptes débiteurs	163 151	239 688	(76 538)
Dotation aux provisions des stocks	(1 292 388)	593 421	(1 885 809)
Résorption des charges à répartir	304 046	332 856	(28 810)
Provision pour dépréciation des comptes clients	467 793	(54 964)	522 756
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	27 731 256	27 016 228	715 027

Note 21 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation de l'exercice 2019 s'élèvent à 76 430 384 DT contre 70 879 950 DT en 2018, soit une augmentation de 5 550 434 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
Achats non stockés de matières & fournitures	15 934 611	13 703 827	2 230 784
Loyers du siège et autres locaux	11 522 593	12 607 186	(1 084 592)
Transport sur achats	9 193 432	7 402 614	1 790 817
Publicités, publications et relations publiques	10 794 170	9 440 858	1 353 312
Personnels extérieurs à l'entreprise	7 067 256	7 354 287	(287 032)
Entretien et réparations	5 715 018	5 999 783	(284 766)
Autres impôts, taxes et versements. Assimilés	5 077 722	3 551 067	1 526 655
Rémunérations d'intermédiaires	1 627 985	2 515 705	(887 720)
Transport du personnel	1 736 282	1 480 529	255 753
Déplacements missions et réceptions	1 954 278	1 758 324	195 954
Frais postaux et télécommunications	1 109 084	980 817	128 267
Primes d'assurance	2 381 406	2 016 661	364 745
Services Bancaires et assimilés	1 454 669	1 048 258	406 411
Charges diverses ordinaires	861 878	1 020 033	(158 155)
Total des autres charges d'exploitation	76 430 384	70 879 950	5 550 434

Note 22 : Charges financières nettes

Les charges financières nettes de l'exercice 2019 s'élèvent à 30 428 950 DT contre 21 416 885 DT en 2018, soit une augmentation de 9 012 065 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
Charges d'intérêts	35 136 293	25 264 241	9 872 052
Pertes de change	(197 797)	380 367	(578 164)
Total des charges financières	34 938 497	25 644 608	9 293 889
Revenu des autres créances	2 120 552	1 789 913	330 639
Intérêts des comptes créditeurs	2 388 995	2 437 810	(48 815)
Total des produits financiers	4 509 547	4 227 723	281 824
Total des charges financières nettes	30 428 950	21 416 885	9 012 065

Note 23 : Produits des placements

Les produits de placements de l'exercice 2019 s'élèvent à 21 173 362 DT contre 19 073 556 DT en 2018, soit une augmentation de 2 099 805 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
Produits des placements	17 095 265	13 073 731	4 021 534
Dividendes	4 078 097	5 999 825	(1 921 728)
Total des produits des placements	21 173 362	19 073 556	2 099 805

Note 24 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires de l'exercice 2019 s'élèvent à 1 114 624 DT contre 999 277 DT en 2018, soit une augmentation de 115 347 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
Plus-values sur cession d'immobilisations	89 451	176 031	(86 580)
Autres gains non récurrents	801 758	606 301	195 457
Gains nets sur tickets repas	223 415	216 945	6 470
Total des autres gains ordinaires	1 114 624	999 277	115 347

Note N° 25 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires de l'exercice 2019 s'élèvent à 124 797 DT contre 571 452 DT en 2018, soit une diminution de 446 655 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2019	2018	Variation
CNSS personnel partant	55 360	204 663	(149 303)
Moins-values sur cession d'immobilisations	21 480	72 829	(51 349)
Pertes non récurrentes	47 957	293 960	(246 003)
Total des autres pertes ordinaires	124 797	571 452	(446 655)

Note N° 26 : Impôts sur les bénéfices :

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2019 s'élèvent à 3 855 203 DT.

Note N° 27 : Les parties liées :

1. Opérations réalisées avec la CMG (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 277 409 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectuée au profit de la Société Centrale Magasin Général.
- La Société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2019 à la Société Magasin Général des frais de logistiques d'un montant hors taxes de 8 887 664 DT.
- Les ventes en TTC de la Société Centrale Magasin Général à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 12 425 688 DT.
- La société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit de 4 077 450 DT relatif aux dividendes accordés par la Société Centrale Magasin Général tel que décidé par l'assemblée générale du 30 avril 2019.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 1 340 DT relatif à la quote-part de la Société Central Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2019 à la Société Magasin Général une valeur hors taxe de 30 000 en contrepartie de location de son fonds de commerce situé à Nabeul.

2. Opérations réalisées avec l'Immobilière Magasin Général (Filiale de SMG)

- Au cours de l'exercice 2019, la Société Immobilière Magasin Général a réalisé au profit de la Société Magasin Général des travaux de rénovation spécifiques de MG Maxi Nabeul pour un montant hors taxes de 199 675 DT.
- La Société Immobilière Magasin Général a réalisé au cours de l'exercice 2019 au profit de la Société Magasin Général des compléments des travaux d'aménagement spécifique des magasins pour un montant hors taxes de 1 413 109 DT.

- Au cours de l'exercice 2019, la société Immobilière Magasin Général a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 2 211 482DT.
- Au cours de l'exercice 2019, la société Immobilière Magasin Général a reçu une avance sur loyer sur le futur MG Raoued pour un montant de 397 000DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 64 325 DT relatif à la quote-part de la Société Immobilière Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La société Immobilière Magasin Général a facturé à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2019 des cautions de loyer des locaux commerciaux pour la valeur de 572 500 DT.
- Les intérêts sur compte courant facturés par La Société Magasin Général à La Société Immobilière Magasin Général au cours de l'exercice 2019 se sont élevés à 1 317 001 DT et ce au titre de la rémunération du compte courant associés s'élevant à 27 740 246 DT au 31/12/2019.
- La société Immobilière Magasin Général a réalisé au cours de l'exercice 2019 au profit de la Société Magasin Général des travaux de pilotage pour un montant hors taxes de 149 426DT.
- La Société Magasin Général a procédé à une augmentation de capital de la société Immobilière Magasin Général pour un montant de 10 000 000DT par la conversion d'une partie de son compte courant associés.

3. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- Les ventes en TTC de la Société BHM à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 720 178 DT.
- Au cours de l'exercice 2019, la société BHM a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxe de 1 450 002 DT.
- La société BHM a réalisé au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxe de 51 000 relatifs à la plus-value sur cession d'immobilisation à la Société Magasin Général.
- La Société Magasin Général a facturé un produit hors taxe de 88 334 DT à la société BHM et ce au titre de la rémunération du compte courant associés s'élevant à 3 408 552 DT au 31/12/2019.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 12 254 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectuée au profit de la Société BHM.

4. Opérations réalisées avec BHM Distribution (Filiale de BHM)

- La société BHM Distribution a constaté au cours de l'exercice 2019, un produit hors taxe de 12 000 195 DT relatif à la cession des fonds de commerce de ces anciens points de vente Promogro à la Société Magasin Général.
- Au cours de l'exercice 2019, La société BHM Distribution a réalisé un produit hors taxe de 47 000 relatifs à la plus-value sur cession d'immobilisation à la Société Magasin Général.

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 24 000 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectuée au profit de la Société BHM Distribution.

5. Opérations réalisées avec l'Immobilière ZAINEB (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 16 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière ZAINEB dans les charges communes locatives.

6. Opérations réalisées avec BHM Immobilière (Filiale de SMG)

- La société Immobilière BHM a loué au cours de l'exercice 2019 à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 629 727 DT.

7. Opérations réalisées avec MG SICAR (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 12 000 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectués au profit de la société MG SICAR.

8. Opérations réalisées avec MG INVEST (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 12 000 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectués au profit de la société MG INVEST.

9. Opérations réalisées avec MG International (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 24 000 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectués au profit de la société MG International.

10. Opérations réalisées avec FOUNA (Filiale de SMG)

- Les ventes brutes en HT de la Société Magasin Général à la Société Founa Distribution au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 1 227 381 DT. La valeur de la remise comptabilisée à accorder par la société vendeuse à la société acheteuse s'élève à 147 286 DT.
- Les intérêts sur compte courant facturés par La Société Magasin Général à La Société Founa Distribution au cours du 2019 se sont élevés à 32 834 DT et ce au titre de la rémunération d'un compte courant associé s'élevant au 31/12/2019 à 410 859 DT.
- La société Founa Distribution a constaté au cours de l'exercice 2019 des produits hors taxes relatifs aux services de publicité et de marketing pour le compte de la Société Magasin Général pour un montant de 315 000 dinars.

11. Opérations de financement par des billets de trésorerie

- Au cours de l'exercice 2019, la Société Magasin Général a réalisé des opérations de financement en billets de trésorerie au profit des parties liées.
Le solde des billets de trésorerie émis par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2019 ainsi que les produits financiers réalisés au cours de l'exercice 2019 se présentent comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2019	Produits financiers constatés en 2019
BHM Promogro	7 100 000	554 846
Centrale Magasin Général	8 000 000	823 402
Immobilière Magasin Général	110 150 000	11 577 026
SS AUTO	1 550 000	161 009
PROD CAR TUNISIE	200 000	18 317
SICAM	500 000	1 022 666
SOINDI	8 000 000	826 138
TUNIS CAR	1 100 000	121 218
BHM IMMOILIERE	4 450 000	448 723
SEDAN	1 250 000	137 221
CIVA	50 000	4 930
Med Invest	5 000 000	1 354 835
Founa	0	44 788
Total général	147 350 000	17 095 117

Le solde des billets de trésorerie reçus par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2019 ainsi que les charges financières subits au cours de l'exercice 2019 se présentent comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2019	Charges financières constatées en 2019
Société BHM Promogros	1 000 000	87 379
Société Centrale Magasin Général	4 700 000	93 716
Lloyd Tunisie	1 000 000	17 950
Total	6 700 000	199 045

Note N° 28 : Les évènements postérieurs à la clôture de l'exercice :

A la suite de la survenance de la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19, la Société Magasin Général a déployé son plan de continuité d'activité avec un recours massif au télétravail dès le 23 mars 2020. Depuis le 23 mars, la Société Magasin Général est confrontée, comme l'ensemble des acteurs économiques, à des restrictions de déplacements et à l'obligation nationale de confinement. Soucieuse de protéger ses collaborateurs et ses partenaires, la Société Magasin Général peut fonctionner avec la charge considérable de travail à distance, seuls continuent à travailler sur site les personnels indispensables au fonctionnement de l'activité soit 3 612 de collaborateurs.

L'évolution de la situation liée au coronavirus Covid-19 reste une source d'incertitude mais elle ne s'est pas à ce stade traduit brutalement chez la Société Magasin Général par une forte baisse de l'activité puisque la Société Magasin Général est, pour ce premier trimestre de l'année 2020, en ligne avec les chiffres de T1 2019 et avec les hypothèses budgétaires en termes de volumétrie.

Il est à ce stade prématuré de mesurer la durée et l'impact économique de la crise qui s'annonce mais de tels évènements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la situation financière de la société.

Par ailleurs, les états financiers 2019 ont été arrêtés par la société magasin général le 30 avril 2020. En conséquence, ils ne reflètent pas les événements postérieurs à cette date. Ces événements ne nécessitent à cette date aucun ajustement des états financiers de la société au titre de l'exercice 2019.

Note N° 29 : Les engagements hors bilan

1. La société a contracté en 2013 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 457 151 DT. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 31/01/2015 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 3 396 DT.
2. La société a contracté en 2013 un crédit à moyen terme de 25 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Cet emprunt a été défalqué en 3 échéanciers : le 1^{er} est de 12 500 000 DT débloqué le 29/04/2013, le 2^{ème} est de 6 000 000 DT débloqué le 28/06/2013 et le 3^{ème} est de 6 500 000 DT débloqué le 31/12/2013. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 29/04/2014 pour le 1^{er} échéancier, le 28/06/2014 pour le 2^{ème} et le 31/12/2014 pour le 3^{ème} et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 96 402 DT.
3. La société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 9 600 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1^{er} est de 8 000 000 DT débloqué le 16/06/2014 et le 2^{ème} est de 1 600 000 DT débloqué le 23/09/2014. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 634 087 DT, la société a donné en nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/09/2016 pour les 2 échéanciers et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 250 357 DT.
4. La Société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 17 218 178 DT, la société a donné en nantissement une liste de matériel pour la valeur équivalente de l'emprunt. Le remboursement en principal de cet emprunt commencera le 25/04/2017 et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 615 679 DT.
5. La société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 5 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 6 531 851 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2016 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 88 731 DT.
6. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 795 306 DT. La société a donné en nantissement du matériel et des équipements professionnels à hauteur de 10 000 000 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 05/08/2017 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 644 206 DT.
7. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le

remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 871 475 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 894 819 DT.

8. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel. Le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 25 017 143 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 11/12/2017 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 1 678 608 DT.
9. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1er est de 5 000 000 DT débloqué le 12/07/2016 et le 2^{ème} est de 5 000 000 DT débloqué le 15/11/2016. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 506 676 DT, la société a donné en nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commence le 05/07/2018 pour le 1er échéancier, le 05/11/2018 pour le 2^{ème} et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 1 341 112DT.
10. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 7 600 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 600 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 9 588 460 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/05/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 1 208 217 DT.
11. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 570 348 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/03/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 1 562 850 DT.
12. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 13 012 489 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 26/12/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 2 181 050 DT.
13. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 7 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 8 610 476 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/04/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 948 884 DT.
14. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 13 000 000 DT dont le

remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 15 999 918 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/06/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 1 901 464 DT.

15. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 12 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 12 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 15 512 777 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 10/12/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 2 697 621 DT.
16. La société a contracté en 2018 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 20 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 28 065 312 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 28/02/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 6 680 983 DT.
17. La société a contracté en 2018 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 14 203 775 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 3 538 013 DT.
18. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 18 530 000DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 18 530 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 26 934 194 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/10/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 7 750 756 DT.
19. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 14 139 445 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 28/02/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 3 631 648 DT.
20. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 14 225 530 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 10/09/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 3 958 776 DT.
21. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 3 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 3 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 4 229 252

DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 10/09/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 1 188 133 DT.

22. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 7 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 9 783 924 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 10/09/2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 2 771 142 DT.
23. La société a contracté en 2019 un crédit à moyen terme de 6 217 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 6 217 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 9 252 425 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera en 2021 et les intérêts non encore échus au 31/12/2019 s'élèvent à 2 840 273 DT.
24. Les lettres de crédits émises et non échues en 2019 et dont les dossiers d'importations y afférents ont été comptabilisés en 2019 sont de l'ordre de 2 436 632 DT.
25. Les traites et les chèques escomptées en 2019 et dont les échéances sont en 2020 et 2021 s'élèvent à 6 936 000 DT.
26. La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB et ce pour une valeur en principal de 7 814 000 DT.
27. La caution solidaire de la SOCIÉTÉ MAGASIN GENERAL pour sa filiale « Société Immobilière Magasin Général » est enlevée suite au paiement de la totalité de crédit moyen terme BIAT.

Note N° 30 : Les obligations et les engagements de la société envers ses dirigeants

Les rémunérations des dirigeants

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a approuvés que les pouvoirs, montants, modalités de rémunérations du directeur général et du directeur générale adjoint sont fixés par le conseil.

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

↳ **Directeur Général :**

✓ **Rémunération perçue auprès de la Société Magasin général :**

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 357 766 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

✓ **Rémunération perçue auprès de la Société Immobilière Magasin général :**

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général de la société immobilière magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 33 180 DT.

✓ **Rémunération perçue auprès de la Société Centrale Magasin général :**

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général de la société Centrale magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 73 320 DT.

↳ **Directeur Général Adjoint :**

✓ **Rémunération perçue auprès de la Société Magasin général :**

L'assemblée générale extraordinaire du 15 Décembre 2017 a approuvé la nomination de Mr Karim ALOUI en qualité de directeur général adjoint de la Société Magasin général. Le conseil d'administrations du 19 décembre 2017 a fixé la rémunération du directeur général adjoint. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général adjoint a perçu un salaire brut annuel de 364 394 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

↳ **Président du Conseil d'Administration**

Le conseil d'administration en date du 07 juin 2019 a décidé d'accorder une rémunération annuelle brute de 310 000 dinars au profit du président du conseil d'administration durant son présent mandat en tant que président du conseil. Le président du conseil bénéficie, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents.

↳ **Les administrateurs :**

Les administrateurs perçoivent des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis annuellement à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

Les obligations et engagements de la Société Magasin Général envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2019, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

Montants bruts en Dinars	Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs		Comité Permanent d'audit		Président du conseil d'administration	
	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice
Avantages à court terme	-	357 766	-	364 394	-	60 000	-	30 000	310 000	310 000

**Rapport Général des commissaires aux comptes
Etats financiers - Exercice clos le 31 décembre 2019**

Messieurs les actionnaires de la « Société Magasin Général S.A »,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 Mai 2019, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers de la Société Magasin Général S.A (la « société »), qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2019, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 103 954 894 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 10 700 688 DT.

À notre avis, les Etats Financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention sur le contenu de la note n° 28 aux Etats Financiers qui décrit les impacts potentiels de la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 sur les activités de la Société Magasin Général S.A.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de cette question

4. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

4.1 Prise en compte des revenus

Question clé de l'audit :

Les revenus de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élèvent à 983 739 219 DT, représentant 96% du total des produits d'exploitation de la société.

Nous avons considéré que la prise en compte de revenu est une question clé d'audit en raison du volume important des transactions de vente et leur importance significative dans les comptes de la société.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre du processus de prise en compte des revenus ;
- Vérifier la concordance entre les bases commerciales et les revenus comptabilisés par la société ;
- Réaliser un examen analytique détaillé des revenus afin de corroborer les données comptables notamment avec les informations de gestion, les données historiques, l'évolution tarifaire, les tendances du secteur et les réglementations y afférentes
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies sur les revenus présentés dans les notes aux états financiers

4.2 Estimation des provisions pour risques et charges

Question clé de l'audit :

Comme indiqué au niveau de la note 14 aux états financiers, compte tenu de l'exposition de la société à des risques divers, en partie spécifiques au secteur de la grande distribution, et du degré de jugement élevé y associé, nous avons considéré que l'estimation des provisions pour risques constitue un point clé de notre audit.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Mener des entretiens avec la direction pour prendre connaissance des procédures mises en place par la société pour recenser l'ensemble des risques ;
- Procéder à des revues critiques des jugements formulés par la direction dans le cadre de l'évaluation des risques et apprécier le caractère raisonnable des estimations et hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour risques ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

4.3 Evaluation des titres de participation BHM

Question clé de l'audit :

Les titres BHM s'élèvent à 82 981 146 DT au 31 décembre 2019. Ces titres sont évalués à leur coût historique.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres BHM est une question clé d'audit en raison de leur importance significative dans les comptes de la société et du jugement nécessaire à l'appréciation de la valeur d'usage.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Apprécier les procédures de contrôle mises en place par la société dans le cadre du processus d'évaluation des titres BHM ;
- Challenger les méthodes d'évaluation adoptées par la société et apprécier le caractère approprié des hypothèses et des modalités retenues pour l'évaluation des titres BHM au regard des critères prévus par les normes comptables concernées ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

4.4 Comptabilisation des flux liés aux fournisseurs

Question clé de l'audit :

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 236 676 123 DT au 31 décembre 2019.

Nous avons considéré que la comptabilisation des flux liés aux fournisseurs est une question clé d'audit en raison de l'importance significative de cette rubrique dans les comptes de la société.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre des processus d'achats, d'investissements et de règlements fournisseurs ;
- Vérifier la conformité de l'application des dispositions contractuelles entre la société et ses fournisseurs ;
- Vérifier la concordance entre les bases des achats et la comptabilisation des flux liés aux fournisseurs par la société ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

5. Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la

Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

7. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

Nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des Etats Financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers.

Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction de la société.

2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires à mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes des valeurs mobilières de la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 18 Mai 2020

Les Co-commissaires aux comptes

AMC ERNST & YOUNG
Fehmi Laourine



Horwath ACF
Noureddine Ben Arbia



Rapport Spécial des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 Décembre 2019

Messieurs les actionnaires de la Société Magasin Général S.A,

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice 2019.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Opérations réalisées relatives à des conventions conclues au cours des exercices antérieurs (autres que les rémunérations des dirigeants)

A. Emprunts autorisés par le Conseil d'Administration

Les Conseils d'Administration réunis au cours des exercices antérieurs à 2019 ont autorisé la Société Magasin Général à obtenir des emprunts à moyen terme.

Dans le cadre de ces autorisations, la Société Magasin Général a obtenu au cours de ces exercices les emprunts suivants :

Conseil d'administration	Banque	Montant de l'emprunt en DT	Solde restant dû au 31/12/2019 en DT
12-déc-12	Amen Bank	10 000 000	476 190
	Attijari Bank	25 000 000	2 520 000
20-déc-13	Amen Bank	5 000 000	1 190 476
	BT	9 600 000	2 880 000
	UIB	13 000 000	5 850 000
17-déc-14	UIB	10 000 000	6 000 000
	Attijari Bank	10 000 000	5 238 095
22-déc-15	UIB	10 000 000	9 500 000
	Attijari Bank	10 000 000	7 380 955
	BIAT	20 000 000	10 909 091
21-déc-16	UIB	7 600 000	6 080 000
	Attijari Bank	12 000 000	11 428 572
	UBCI	10 000 000	8 000 000
19-déc-17	BNA	40 000 000	34 166 667
	BH	10 000 000	10 000 000

B. Emprunts autorisés par le Conseil d'Administration

Les Conseils d'Administration réunis au cours des exercices antérieurs à 2019 ont autorisé la Société Magasin Général à obtenir des emprunts à moyen terme.

Dans le cadre de ces autorisations, la Société Magasin Général a obtenu au cours de ces exercices les emprunts suivants :

1. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- Les ventes en TTC de la Société BHM à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 720 178 DT.
- Au cours de l'exercice 2019, la société BHM a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxe de 1 450 002 DT.
- La Société Magasin Général a facturé un produit hors taxe de 88 334 DT à la société BHM et ce au titre de la rémunération du compte courant associés s'élevant à 3 408 552 DT au 31/12/2019.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 12 254 DT au titre des frais annuels d'Assistance Technique effectués au profit de la Société BHM.
- La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2019 à 1 674 429 dinars.

2. Opérations réalisées avec l'Immobilière Magasin Général (Filiale de SMG)

- Au cours de l'exercice 2019, la Société Immobilière Magasin Général a réalisé au profit de la Société Magasin Général des travaux de rénovation spécifiques de MG Maxi Nabeul pour un montant hors taxes de 199 675 DT.
- La Société Immobilière Magasin Général a réalisé au cours de l'exercice 2019 au profit de la Société Magasin Général des compléments des travaux d'aménagement spécifique des magasins pour un montant hors taxes de 1 413 109 DT.
- Au cours de l'exercice 2019, la société Immobilière Magasin Général a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 2 211 482 DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 64 325 DT relatif à la quote-part de la Société Immobilière Magasin Général dans les charges communes locatives.
- Les intérêts sur compte courant facturés par la Société Magasin Général à la Société Immobilière Magasin Général au cours de l'exercice 2019 se sont élevés à 1 317 001 DT et ce au titre de la rémunération du compte courant associés s'élevant à 27 740 246 DT au 31/12/2019.
- La société Immobilière Magasin Général a réalisé au cours de l'exercice 2019 au profit de la Société Magasin Général des travaux de pilotage pour un montant hors taxes de 149 426DT.

3. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- Les ventes en TTC de la Société BHM à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 720 178 DT.
- Au cours de l'exercice 2019, la société BHM a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxe de 1 450 002 DT.
- La Société Magasin Général a facturé un produit hors taxe de 88 334 DT à la société BHM et ce au titre de la rémunération du compte courant associés s'élevant à 3 408 552 DT au 31/12/2019.

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 12 254 DT au titre des frais annuels d'Assistance Technique effectués au profit de la Société BHM.
- La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2019 à 1 674 429 dinars.

4. Opérations réalisées avec BHM Distribution (Filiale de BHM)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 24 000 DT au titre des frais annuels d'Assistance Technique effectués au profit de la Société BHM Distribution.

5. Opérations réalisées avec l'Immobilière ZAINEB (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 16 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière ZAINEB dans les charges communes locatives.

6. Opérations réalisées avec BHM Immobilière (Filiale de SMG)

- La société Immobilière BHM a loué au cours de l'exercice 2019 à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 629 727 DT.

II. Conventions et opérations nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Votre Conseil d'Administration nous a tenus informés des conventions et opérations suivantes conclues au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

1. Opérations réalisées avec BHM Distribution (Filiale de BHM)

- La société BHM Distribution a constaté au cours de l'exercice 2019, un produit hors taxe de 12 000 195 DT relatif à la cession des fonds de commerce de ces anciens magasins Promogro à la Société Magasin Général.
- Au cours de l'exercice 2019, la société BHM Distribution a cédé à la Société Magasin Général des immobilisations pour un prix de cession de 82 000 DT.

2. Opérations réalisées avec MG SICAR (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 12 000 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectués au profit de la société MG SICAR.

3. Opérations réalisées avec MG INVEST (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 12 000 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectués au profit de la société MG INVEST.

4. Opérations réalisées avec MG International (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2019 un produit hors taxes de 24 000 DT au titre des frais annuels d'assistance technique effectués au profit de la société MG International.

5. Opérations réalisées avec FOUNA DISTRIBUTION (Filiale de SMG)

- Les ventes brutes hors taxes de la Société Magasin Général à la Société Founa Distribution au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à 1 227 381 DT. Les remises à accordées par la Société Magasin Général au profit de la société Founa Distribution au titre de ces ventes s'élèvent à 147 286 DT.
- Les intérêts sur compte courant facturés par la Société Magasin Général à la Société Founa Distribution au cours de l'exercice 2019 se sont élevés à 32 834 DT et ce au titre de la rémunération du compte courant associés s'élevant à 410 859 DT au 31/12/2019.
- La Société Magasin Général a constaté des charges au cours de l'exercice 2019 au titre des services de publicité et de marketing réalisés par la société Founa Distribution pour un montant de 315 000 dinars.

6. Opérations réalisées avec l'Immobilière Magasin Général (Filiale de SMG)

- La société Immobilière Magasin Général a facturé à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2019 des cautions de loyer des locaux commerciaux pour une valeur de 572 500 DT.
- Au cours de l'exercice 2019, la société Immobilière Magasin Général a reçu une avance sur loyer sur le futur MG Raoued pour un montant de 397 000DT.

7. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- Au cours de l'exercice 2019, la société BHM a cédé à la Société Magasin Général des immobilisations pour un prix de cession de 55 900 DT.

8. Opérations de financement par des billets de trésorerie

- Au cours de l'exercice 2019, la Société Magasin Général a réalisé des opérations de financement en billets de trésorerie au profit des parties liées.
Le solde des billets de trésorerie émis par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2019 ainsi que les produits financiers réalisés au cours de l'exercice 2019 se présentent comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2019	Produits financiers constatés en 2019
BHM	7 100 000	554 846
Centrale Magasin Général	8 000 000	823 402
Immobilière Magasin Général	110 150 000	11 577 026
SS AUTO	1 550 000	161 009
PROD CAR TUNISIE	200 000	18 317
SICAM	500 000	1 022 666
SOINDI	8 000 000	826 138
TUNIS CAR	1 100 000	121 218
BHM IMMOILIERE	4 450 000	448 723
SEDAN	1 250 000	137 221
CIVA	50 000	4 930
Med Invest	5 000 000	1 354 835
Founa	-	44 788
Total général	147 350 000	17 095 117

- Le solde des billets de trésorerie reçues par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2019 ainsi que les charges financières supportées au cours de l'exercice 2019 se présentent comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2019	Charges financières constatées en 2019
Société BHM	1 000 000	87 379
Société Centrale Magasin Général	4 700 000	93 716
Lloyd Tunisie	1 000 000	17 950
Total général	6 700 000	199 045

9. Autorisation d'emprunts

Les Conseils d'Administration du 28 Novembre 2018 ont autorisé la conclusion d'emprunts à moyen terme pour un montant global de 38,5 millions de dinars. Dans le cadre de ces autorisations, la Société Magasin Général a obtenu au cours de l'exercice 2019, des emprunts auprès des établissements bancaires suivants :

- Banque Nationale Agricole pour 18 530 000 dinars
- Banque de Tunisie pour 10 000 000 dinars
- Attijari Bank pour 20 000 000 dinars
- Zitouna Bank pour 6 217 000

Le conseil d'administration du 12 février 2020 a pris acte du dépassement du montant des emprunts approuvés au titre de l'exercice 2019 et a autorisé l'excédent de dépassement de 16 millions de dinars.

III. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

▪ Directeur général

- Rémunération perçue auprès de la Société Magasin Général :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 357 766 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

- Rémunération perçue auprès de la Société Immobilière Magasin Général :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général de la société immobilière magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 33 180 DT.

- Rémunération perçue auprès de la Société Centrale Magasin Général :

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a nommé Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général de la société Centrale magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 73 320 DT.

▪ Directeur Général Adjoint

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 Décembre 2017 a approuvé la nomination de Mr Karim ALOUI en qualité de directeur général adjoint de la Société Magasin général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 19 Décembre 2017. Au titre de l'exercice 2019, le Directeur Général adjoint a perçu un salaire brut annuel de 364 394 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture

de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

▪ **Président du Conseil d'Administration**

Le conseil d'administration en date du 07 juin 2019 a décidé d'accorder une rémunération annuelle brute de 310 000 dinars au profit du président du conseil d'administration durant son présent mandat en tant que président du conseil. Le président du conseil bénéficie, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents.

▪ **Les administrateurs**

Les administrateurs perçoivent des jetons de présence déterminés par le Conseil d'Administration et soumis annuellement à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Les obligations et engagements de la Société Magasin Général envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2019, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

Montants bruts en Dinars	Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs		Comité Permanent d'audit		Président du conseil d'administration	
	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019	Charges de l'exercice
Avantages à court terme	-	357 766	-	364 394	-	60 000	-	30 000	310 000	310 000

Tunis, le 18 Mai 2020

Les Co-commissaires aux comptes

AMC ERNST & YOUNG
Fehmi Laourine

Horwath ACF
Noureddine Ben Arbia